



Communiqué de presse

Nîmes le 18 mai 2016

Le Département du Gard se désengage intégralement des Missions Locales et abandonne l'accompagnement psycho-social des Jeunes

Des responsables du Département ont annoncé le 12 Mai 2016 la suppression de la quasi-totalité de leurs subventions délivrées aux 5 Missions Locales du Gard (Nîmes, Alès, Bagnols-sur-Cèze, Beaucaire, Vauvert) qui pourraient entraîner du même coup le licenciement économique de 5 travailleur.euses sociaux.ales et 5 psychologues exerçant depuis de nombreuses années auprès des jeunes en difficulté.

Créées dans les années 80 pour accompagner les jeunes et répondre à leurs difficultés d'insertion professionnelles et sociales, les 450 associations Missions Locales françaises sont donc depuis toujours organisées en équipes pluridisciplinaires pour répondre aux différentes difficultés et besoins des jeunes de leurs territoires d'intervention.

De 15000 à 20000 jeunes se tournent chaque année vers les Missions Locales du Gard qui proposent un accueil inconditionnel et gratuit. Ils et elles y trouvent bien sûr une écoute, des conseils, et un accompagnement pour leur recherche d'emploi, leurs projets de formation, mais aussi un soutien essentiel pour leurs difficultés d'ordre familial, financier, logement, santé, handicap, psychologique.

Dans un contexte de montée générale du chômage, en l'absence de tout revenu minimum pour les moins de 25 ans, **le Gard connaît une augmentation désastreuse de la précarité des jeunes.** Le sort que leur réserve la société française est déplorable. Certain.e.s ne parviennent plus à assurer leur autonomie et cumulent les difficultés : endettement, absence de logement, dépendance alimentaire aux colis des associations. Aucune étude sérieuse n'arrive à qualifier la réelle précarité de la jeunesse tant leurs réalités sont multiples. Mais sur le terrain, le tableau est bien triste pour les jeunes en difficulté : 1^{ère} catégorie de SDF, recours croissant à la prostitution, exposition à la violence et « délinquance de survie », multiplication dramatique des suicides, hausse des addictions, des problèmes de santé, des troubles psychologiques, de la radicalisation islamiste & de l'islamisation de la radicalité, etc.

Alors que les indicateurs nationaux et départementaux de précarité de la jeunesse sont au rouge, le Département se désengage des Missions Locales, seuls établissements publics et associatifs d'accompagnement, d'accueil inconditionnel, organisés pour répondre aux différents besoins des jeunes quels qu'ils-elles soient, d'où qu'ils-elles viennent ! À l'heure où la Garantie Jeunes se met en œuvre pour les jeunes les plus éloigné.e.s de l'emploi et de la formation, le Département abandonne le navire alors même qu'il siège dans les commissions d'entrée dans le dispositif....

Estimant probablement qu'il n'a plus l'argent de financer sa politique et ses compétences héritées de la décentralisation, le Département désinvestit l'action sociale et l'insertion en direction des Jeunes 16-25 ans, considérant sa mission historique en direction de cette tranche d'âge comme facultative, voire

optionnelle. Après de nombreuses années de bons et loyaux services, **le secteur associatif, qualifié de « satellite » par la technocratie départementale, est le premier touché** : Etranglement de nombreuses associations départementales d'insertion entre 2014 et 2015, démantèlement des clubs de prévention (licenciements de plusieurs éducateurs et éducatrices spécialisés intervenant dans les quartiers prioritaires en 2015 qui ont dû désinvestir le quartier Nîmes Ouest notamment), **abandon des Missions Locales**, réduction honteuse des moyens accordés aux Maisons d'enfants à caractère social, des services d'aide aux jeunes majeurs, réduction des prises en charge des jeunes issus de l'aide sociale à l'enfance, **réduction drastique des aides accordées au Fond d'Aide aux jeunes** (FAJ – seul fond légal d'aide financière susceptible d'aider les jeunes à survivre sur le plan alimentaire en l'absence de revenu minimum garanti) .

Les organisations syndicales signataires considèrent que la population gardoise n'a pas à supporter les restrictions budgétaires décidées par les gouvernements Sarkozy et Hollande qui, rappelons-le, doivent plus de **600 millions d'euros au département**. Les Conseiller.e.s Départementaux.ales du Gard, quelles que soient leurs étiquettes, n'ont pas été élu.es par la population pour se faire les relais dociles des conséquences de cette dette de l'Etat. C'est tout simplement une question de démocratie. Le combat des organisations syndicales du Gard avec les salarié.es touché.es par ces choix politiques est donc entièrement légitime.

Professionnel.les qualifié.es et spécialisé.es, les assistant.es sociaux.ales et psychologues des Missions Locales accueillent en toute confidentialité de nombreux.euses jeunes en cette période de crise, les soutiennent, et leur permettent de trouver les moyens de poursuivre leur efforts, leurs projets, mais aussi de survivre lorsqu'ils n'ont plus ou pas de soutien de famille... Ces professionnel.les aident quotidiennement, et en équipes resserrées, les conseillers d'insertion des Missions Locales à mener à bien leur missions d'accompagnement vers la formation, l'emploi, et l'autonomie des Jeunes. Ils et elles agissent en réseau avec l'ensemble des services sociaux et de santé de leurs territoires dans une logique de services publics coordonnés et plus efficaces.

A titre d'exemple, 50% des jeunes reçu.es par les assistant.es sociaux.ales des Missions Locales ont connu antérieurement des prises en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance du Département du Gard ! Ces jeunes, souvent sans aucun soutien de famille réel et fiable, sont délaissé.e.s dès la fin de leur vingtième année.... Dans ce contexte, sans soutien familial, un.e Jeune peut-il.elle être « sorti.e d'affaire » au début de sa 21^{ème} année ? A l'évidence non... !

Heureusement pour eux et elles, les Missions Locales demeurent des interlocuteurs permanents dans ce que la technocratie départementale appelle coutumièrement « le droit commun ».

C'est donc dans ce contexte terrible, avec la justification désormais habituelle et bien pratique de la crise, que le Département supprime les moyens dédiés à l'accompagnement des jeunes en difficulté, et abandonne les Missions Locales que fréquentent les jeunes en grande précarité et en recherche de solutions.

- Nous demandons l'abandon immédiat des coupes budgétaires et la poursuite du soutien du Département du Gard aux Missions Locales Jeunes en termes d'action sociale, aux côtés des autres collectivités et organismes qui les cofinancent : Etat, région, Europe, Agglo, Villes, CPAM, CAF, Pôle Emploi.

- Nous exigeons donc le maintien des postes de travailleur.euses sociaux.ales et des psychologues en place et de leurs moyens pour exercer leurs missions en direction des jeunes travailleurs.ses qu'ils.elles accompagnent et nous revendiquons leur intégration dans la fonction publique.

Intersyndicale: CNT union départementale 30, CNT Fédération santé-sociale, Union syndicale Solidaires 30, SUD Santé-sociaux 30-48, SUD SIFP Territoriaux du Gard, FSU 30, UL CGT Nîmes, CGT Mission locale Languedoc-Roussillon, Union départementale FO 30

Contact presse : CNT 30 cnt.30@cnt-f.org / tel : 07.68.34.32.20